

Bien que ces soulèvements n'aient jamais sérieusement compromis la paix du monde, ils servent peut-être de soupape de sûreté à l'exubérance des nations qui y participaient. Le Japon, qui vise à se placer à la tête des nations, et certainement à devenir la principale nation du Pacifique, a adhéré à la Société et voit avec satisfaction fonctionner la Société, tant qu'elle empêche les autres peuples de se battre; mais du moment que le Japon a désiré prendre les armes pour son propre compte, et du moment qu'il a cru opportun de s'annexer une partie du territoire de son voisin le plus rapproché, il s'est retiré de la Société et il a débarqué une armée en Mandchourie, sur le territoire chinois, où il a établi son pouvoir souverain. La même chose s'est produite au sujet de l'Allemagne. Cette nation a quitté la Société parce qu'il ne lui était pas permis de se procurer autant d'armements que d'autres nations européennes. Il semble donc que les puissances sortent de la Société des Nations du moment qu'elles estiment avantageux pour elles d'en sortir. Le malheur de cette organisation vient de ce qu'elle ne possède aucun moyen de retenir ses adhérents contre leur volonté.

Je tombe d'accord avec l'honorable leader de l'Opposition (l'honorable M. Dandurand) que les conditions actuelles auraient pu être tout autres, si notre grand voisin du Sud avait tenu la ligne de conduite que l'on pouvait raisonnablement attendre qu'il maintint après la Grande guerre.

Si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne travaillaient de concert, ils acquerraient, ce me semble, une influence morale, accompagnée par leurs armées militaires et navales, pour maintenir le reste du monde dans la paix. Mais les Etats-Unis, pour des raisons qui leur sont particulières et que nous n'avons pas à critiquer, n'ont pas jugé à propos d'accéder à la Société des Nations.

Je ne crois pas cependant qu'à cause de son insuccès, si c'est un insuccès, l'on doive renoncer à la Société des Nations. J'ai toutefois, depuis plusieurs années, l'impression qu'une Société beaucoup plus effective pourrait être formée qui exercerait une influence beaucoup plus puissante pour maintenir la paix du monde que ne l'a fait la Société des Nations, telle que constituée présentement, et cette ligue serait celle de tout l'Empire britannique et des Etats-Unis d'Amérique.

L'honorable M. CASGRAIN: Bravo!

L'honorable M. BLACK: Il va sans dire que je n'exprime ici que mon opinion personnelle. La Grande-Bretagne, le pays principal de notre groupe impérial, n'est pas

seulement une nation européenne. Elle occupe son île propre, elle est séparée du continent et possède plus d'intérêts en Asie, en Amérique et aux Indes qu'en Europe; dans toute la force de l'expression, elle est une nation mondiale—et même, aujourd'hui, la seule nation mondiale. Les Etats-Unis constituent une nation distincte et indépendante, qui occupe presque la moitié du grand continent nord-américain. Ils ont une population de 110 à 125 millions d'âmes, et ils trouvent dans leurs propres frontières à peu près toutes les ressources qu'ils peuvent requérir. L'Atlantique, d'un côté, et le Pacifique, de l'autre, les séparent des imbroglios qui peuvent se produire en Europe et en Asie. Une ligue formée entre cette nation qui dispose d'énormes ressources humaines et financières, et l'Empire britannique, serait capable d'assurer le maintien de la paix dans le monde. La combinaison de leurs armées d'air, de mer et de terre serait si puissante qu'elle permettrait à une pareille ligue de dire au monde: Si quelque nation désire une guerre injustifiable, nous interviendrons et verrons à ce que ce pays soit puni. Nous obtiendrons ainsi une sauvegarde qu'il ne me semble pas que nous ayons aujourd'hui.

J'inclurais très volontiers la France dans cette nouvelle ligue, mais je craindrais qu'il ne fût pas de bonne politique de l'y inclure, parce que la France est une nation européenne et elle a des ennemis à surveiller sur ses trois côtés, et parce qu'il serait presque impossible aux gouvernants français et aux Français individuels de s'accorder avec la population des Etats-Unis et de l'Empire britannique sur plusieurs questions.

Je soumetts à la considération de mon honorable vis-à-vis (l'honorable M. Dandurand)—et je suis sûr qu'il y pense déjà—une pareille union constituerait, pour la paix, une organisation beaucoup plus efficace que tout ce que nous avons eu jusqu'à présent. N'allez pas supposer que je suis adverse à la Société des Nations. Laissons-la déployer toute la puissance de ses bras. Mais elle n'a pas beaucoup de bras. Je crois que la Société est encore capable d'accomplir un travail très utile dans les affaires internationales, et je lui souhaite tout le succès possible.

Mon honorable ami de Lanaudière (l'honorable M. Casgrain) a consacré une grande partie de son discours d'hier au projet d'une banque centrale et au traité de canalisation du Saint-Laurent. Je n'ai pas l'intention de discuter ce traité en détail avant qu'il nous ait été soumis. Pas davantage ne parlerai-je de la recommandation faite par la Commission Macmillan de l'établissement d'une ban-